

▪ MARCHÉS : PRIS PAR SURPRISE

Alors que l'année 2019 s'était achevée sur des records boursiers, avec des indices toujours soutenus par des Banques centrales complaisantes, la première partie du mois de janvier s'est inscrite dans la même mouvance d'optimisme. Les marchés ont même atteint des niveaux records dans les jours qui ont suivi la signature, le 15 janvier, de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine.

Mais cette impulsion a été de courte durée. Dans la dernière semaine du mois, une flambée virulente de l'épidémie du coronavirus venant de Chine, a écrasé les velléités haussières du marché. Cette nouvelle crainte a brisé l'élan de Wall Street et des autres places boursières.

Le risque sanitaire est une circonstance que les marchés financiers n'ont pas l'habitude d'appréhender et face auquel les investisseurs sont démunis. On ne sait pas encore combien de temps il faudra pour contenir ce virus. C'est ce manque de visibilité qui met les marchés sous pression. Les craintes agissent désormais comme un prétexte pour prendre des bénéfices, alors que la valorisation des actions est à un niveau élevé.

À Wall-Street le S&P 500 et le Dow Jones ont tous deux vu de solides gains mensuels de plus de 3% disparaître complètement. Sur l'ensemble du mois de janvier, le Dow Jones cède 1%, le S&P 500 lâche 0,16% et le Nasdaq qui affichait une hausse mensuelle de plus de 5 % (à la fin de la 3^{ème} semaine du mois) a lui aussi été amputé et termine le mois à +2%.

Dans la lignée de Wall Street et inquiets de la propagation de l'épidémie de coronavirus, les indices boursiers européens ont également vacillé. Le Cac perd -2,87% sur le mois de janvier, l'Euro-Stoxx50 lâche -2,78% et le Dax -2.02%.

Au-delà de l'impact économique global à venir, les titres des sociétés exposées à la Chine sont particulièrement touchés, comme les groupes de luxe, très implantés auprès de la clientèle chinoise. L'aspect positif est que cette baisse est une opportunité d'achat de belles valeurs de croissance, comme LVMH ou des titres de l'aéronautique et de l'hôtellerie.

Le comportement futur des marchés dépendra bien sûr de la durée de la pandémie. Mais les inquiétudes sont montées d'un cran après que l'OMS ait enclenché le niveau maximal d'urgence sanitaire, en déclarant le nouveau coronavirus "urgence de santé publique de portée internationale". Ce climat plonge les marchés dans l'inconnu et ceux-ci se sont logiquement placés en mode "risk-off" (prudence). Les investisseurs tentent désormais d'évaluer les répercussions économiques de cette crise sanitaire. Ce que les marchés observent lors des épidémies, c'est la durée et la direction.

La volatilité a évidemment resurgi, avec un VIX qui revient sur des plus hauts depuis octobre. Pourtant, malgré de vifs dégagements sur les actions, dus à l'inquiétude de la propagation rapide de ce virus (500 morts et 25 000 personnes contaminées), les investisseurs apparaissent ce début février un peu plus optimistes au vu des efforts colossaux mis en place par la Chine pour cantonner les foyers d'infection.

Les bonnes publications de sociétés permettent également aux indices de mieux résister. Même si elles résonnent plus faiblement dans ce contexte. Dans l'ensemble, les résultats des entreprises sont bons et supérieurs aux attentes. Après de solides performances sur les bancaires, les investisseurs ont salué les belles performances des grosses capitalisations comme Microsoft ou encore Amazon qui a de

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

nouveau franchi les 1000 milliards de capitalisation boursière, porté par une saison des fêtes "record". Apple continue également à publier des résultats records, l'entreprise vaut désormais 1.429 milliards de dollars. À titre de comparaison, l'indice DAX, qui représente les 30 plus grandes valeurs du marché allemand pèse en tout 1320 milliards de dollars.

En Europe, le groupe LVMH a réalisé une année exceptionnelle grâce à des ventes en forte hausse et un chiffre d'affaires record. Rappelons que le luxe est un poids lourd du CAC 40, il représente plus du quart de l'indice.

Si la volatilité de janvier a surpris beaucoup de monde, des statistiques américaines assez solides ont permis d'éviter une chute plus brutale des marchés. Le marché du travail reste robuste : la création d'emplois a augmenté et le taux de chômage est tombé à 3,5 %. Les publications macro-économiques envoient un message plutôt rassurant. L'ISM manufacturier qui était en difficulté a bondi de façon tout à fait inattendue de 47,8 vers 50,9, repassant au-dessus du seuil critique des 50. Les commandes industrielles aux États-Unis ont enregistré en décembre leur plus forte hausse depuis près d'un an et demi. Les bons chiffres de mises en chantier n'ont pas été aussi bons depuis 2006. C'est très significatif, il y a un adage chez les investisseurs qui dit « quand le bâtiment va tout va » !

En Europe. Dans l'ensemble, la situation économique continue de s'améliorer. L'activité globale dans la zone euro a atteint ainsi son plus haut niveau depuis six mois (PMI 51,3). L'indice PMI Markit est considéré comme un bon baromètre de l'évolution de l'économie globale dans la zone euro. L'économie allemande moteur de la zone euro semble se stabiliser.

Les marchés ont suivi avec un peu moins d'attention la réunion de la Fed. Jerome Powell a évoqué le coronavirus et a dit prendre le problème très au sérieux. Les investisseurs pensent que si la situation s'aggravait cela pourrait rebattre les cartes de la politique monétaire américaine.

▪ **CORONAVIRUS : BLACK SWAN ?**

Les marchés envisageaient sereinement la poursuite de la longue séquence de hausse quand un risque imprévu (aux conséquences incertaines) a fait irruption dans le décor. C'est la définition même d'un Black Swan (cygne noir). Un évènement imprévu qui a pris les gérants à contrepied.

En tout état de cause le coronavirus devient un sujet sérieux pour les marchés qui commencent à « pricer » ce risque et les conséquences économiques potentielles.

Apparue en décembre à Wuhan, dans le centre de la Chine, l'épidémie de coronavirus s'est largement propagée dans le pays et a contraint les autorités à prendre des mesures drastiques.

Pour tenter d'enrayer la progression du virus, la Chine s'est repliée sur elle-même, au risque d'être coupée du monde. À l'intérieur du pays, l'activité tourne au ralenti. Des dizaines de millions de personnes sont confinées chez elles, sans pouvoir sortir, consommer et voyager. Les festivités du nouvel an chinois ont été annulées. Les commerces, restaurants et cinémas qui font habituellement le plein pendant les fêtes, sont déserts. Les entreprises sont à l'arrêt, les gens ne prennent pas les transports en commun, des villes entières sont mises en quarantaine, les routes sont bloquées, les vols suspendus et toute la logistique est hors service.

L'apparition du coronavirus a entraîné la paralysie de pans entiers de l'économie chinoise, la population terrifiée préférant rester chez elle.

Ce qui a été mis en place par les autorités chinoises est historique. C'est la première fois qu'autant de gens (93 millions !) sont confinés en quarantaine dans des grandes métropoles. Des villes qui ont un poids dans le PIB chinois.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Certains changements structurels en Chine font craindre que ce virus ait un impact plus important sur la croissance mondiale, que ne l'a été le SRAS en 2003. Si le PIB chinois représente aujourd'hui 15% du PIB mondial, la Chine représente 40% en terme de contribution à la croissance mondiale. Avec le SRAS la contribution de la Chine n'était que de 18%.

Autre aspect qui mérite d'être pris en compte : le taux d'urbanisation. Il est beaucoup plus important aujourd'hui 60%, contre 40% en 2003. En dix-sept ans, la structure de l'économie du pays a changé. Cette urbanisation est un terrain bien plus propice à la propagation du virus. Autre facteur de prolifération la Chine qui n'avait pas de réseau de trains à grande vitesse en 2003, possède aujourd'hui des dizaines de milliers de kilomètres de lignes. Le trafic aérien a quant à lui été multiplié par dix avec l'explosion du tourisme de masse. Ne parlons pas de l'abondance des canaux d'informations et des réseaux sociaux qui sont des facteurs de propagation de la panique.

C'est un pays qui est donc plus lourd en poids dans l'économie mondiale, ce qui fait craindre un impact d'autant plus pesant sur la croissance mondiale. Mais même s'il y a un choc de croissance ponctuel, il y aura un effet de rattrapage dès que la situation sera stabilisée. C'est ce qui s'est toujours passé historiquement.

Selon la plupart des prévisionnistes la croissance du PIB chinois au premier trimestre pourrait perdre entre 0,5 % et 1 %. Il est encore un peu prématuré de savoir quelles seront les retombées économiques sur la Chine et sur le monde. On ne pourra faire un chiffre que dans quelques semaines. Mais si la situation s'éternisait, la Chine ne pourrait pas éviter un choc de croissance.

Il faut savoir que Wuhan (l'épicentre du virus) est une zone importante de fabrication de puces électroniques utilisées par tous les grands groupes technologiques mondiaux, comme Apple. C'est également le fief du secteur automobile avec la présence notamment de PSA, Renault ou encore Hyundai. En provoquant des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, l'épidémie devrait avoir un impact réel sur le commerce mondial.

Parallèlement, les fermetures de centaines de magasins, restaurants et usines de grandes multinationales (Ikea, Mc Donald's, Starbucks...) se multiplient. Avec d'importantes perturbations dans le trafic aérien ou le tourisme. Une situation qui laisse redouter un impact significatif sur l'économie chinoise. Et par ricochet, mondiale.

Le point positif est que la Chine semble jouer cette fois la carte de la transparence. En 2003, elle avait tenté de cacher l'épidémie à l'OMS. Autre point positif : si ce virus semble plus contagieux il est considéré comme moins mortel que le SRAS.

Les scénarios économiques se dessineront en fonction de l'évolution de l'épidémie, mais l'impact pourrait être moins sévère cette fois qu'à l'époque du SRAS, notamment grâce à la réaction plus rapide des autorités chinoises et aux mesures très fermes engagées.

Le gouvernement chinois veut montrer qu'il prend des mesures à la hauteur de la situation. La Banque centrale chinoise a injecté l'équivalent de 155 milliards d'euros aux entreprises pour amortir l'impact économique de l'épidémie du coronavirus. Une mesure historique qui a permis de rassurer les investisseurs.

Si le taux d'infection ralentit dans les prochaines semaines et si les mesures de quarantaine peuvent être levées, la croissance chinoise pourrait rapidement rebondir.

▪ **US-CHINE : ACCORD « PHASE ONE »**

Deux ans après le lancement des hostilités par Donald Trump à l'encontre de la Chine, un premier accord a enfin été signé entre les pays le 15 janvier dernier. Deux années durant lesquelles Donald

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Trump a soufflé le chaud et le froid sur les marchés à coups de tweets et de surtaxes douanières. Cette trêve entre Washington et Pékin a évidemment été bien accueillie des investisseurs.

In fine c'est la Chine qui a accepté le plus de concessions. Depuis le début, les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine se schématisent comme suit : ce que les États-Unis exigent et ce que la Chine accepte de donner.

Cet accord n'aborde pas les sujets très épineux qui seront l'objet d'un accord de phase 2, il repose essentiellement sur l'engagement de Pékin à acheter, sur une période de deux ans, au moins 200 milliards \$ de produits américains, dont 40 milliards de produits agricoles. La Chine promet aussi de mieux protéger la propriété intellectuelle et d'ouvrir son marché aux sociétés financières. Enfin, elle assure qu'elle ne dévaluera pas le yuan qui lui permettait d'être plus compétitive à l'exportation.

Les concessions réalisées par la Chine sont très importantes. Alors que la seule concession américaine est d'accepter de mettre partiellement fin aux droits de douane punitifs.

La bonne nouvelle pour les marchés est que Trump ait décidé de lever le pied avec la Chine. Les élections se dessinant, les nouvelles taxations, prévues cette fois sur des biens de consommation courant, auraient *de facto* impacté le pouvoir d'achat du consommateur américain.

Trump avait besoin d'un accord avec la Chine avant les élections pour afficher une victoire. La Chine avait besoin de son accord avec les États-Unis pour stopper le ralentissement de son économie. Chacun, au final, y trouve son intérêt.

▪ **TRUMP JOUE SA RÉÉLECTION**

Avec un bilan économique flatteur, un taux de chômage au plus bas et Wall Street au plus haut, l'hypothèse d'une réélection du président américain prend de la consistance.

Le levier de Trump c'est de maintenir la croissance prospère jusqu'aux élections, pour se présenter le 3 novembre prochain avec un bon bilan économique. Le président américain va utiliser la croissance américaine comme étendard de son succès. C'est l'un de ses principaux axes de campagne.

Selon ses mots : « il a délivré ». Il est vrai que l'économie américaine continue d'être tonique. Le taux de chômage est tombé à 3,5%, au plus bas depuis 50 ans. Et la croissance, même si elle s'est révélée légèrement en deçà des prévisions, restait en 2019 très solide avec 2,3%.

Son fait d'arme principal a été la réforme fiscale. Si Trump a hérité de son prédécesseur d'un environnement déjà favorable économiquement, il a clairement prolongé le cycle. Les baisses d'impôts ont contribué à accroître la rentabilité des entreprises, ce qui a favorisé l'investissement, la demande et donc l'activité économique sur l'ensemble des États-Unis. Il a promis, s'il était réélu, la baisse d'impôts pour les particuliers cette fois. Trump a été un contributeur de la croissance actuelle aux États-Unis, alors qu'il y a un an beaucoup (pas nous) parlaient de fin de cycle et de récession.

Donald Trump a donc intérêt à éviter les risques qui mettraient en péril son bilan économique. Il a probablement évité le plus grand en signant une trêve avec la Chine. Ce qu'il fallait, c'était rassurer les entrepreneurs et les « farmers du Midwest ». C'est chose faite.

La situation économique des États-Unis conditionne largement la réélection d'un président. On connaît la loi américaine des statistiques : un président qui se présente dans un contexte de récession n'a aucune chance d'être réélu. *A contrario* tous les présidents américains qui ont présenté un bilan économique positif ont gagné.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Théoriquement, avec son bilan il est fort probable que Trump l'emporte, sauf si les démocrates arrivent à jouer sur « l'effet rejet ». Mais pour l'instant il n'y a pas de candidat fort qui se détache, le président américain (qui a un bloc très serré derrière lui et une base très solide) a une longueur d'avance sur ses concurrents beaucoup trop divisés. Face à un camp démocrate désuni, Trump semble avoir un boulevard devant lui pour sa réélection.

Concernant la procédure « d'impeachment », Donald Trump a été sans surprise acquitté au Sénat (majoritairement républicain) à l'issue de son procès historique en destitution. Les démocrates ont perdu leur pari. Ils ont utilisé l'arme constitutionnelle la plus puissante de leur arsenal, mais n'ont pas réussi à le vaincre. Cette procédure s'est même retournée contre eux. Trump qui s'est érigé en « victime » d'un complot démocrate est actuellement au sommet de sa popularité, avec 49% d'opinion favorables. Son score le plus élevé depuis son élection. L'hypothèse de sa réélection est donc aujourd'hui plus que crédible.

▪ **BOEING : UN CAS MACRO-ÉCONOMIQUE**

Il est intéressant de mettre l'accent ce mois-ci sur le cas de Boeing. La dégringolade de l'avionneur américain a plongé la société dans une grave crise qui pourrait impacter la croissance de 0,5 points de PIB et pèse déjà dans les indices manufacturiers.

Cette crise est la conséquence directe de la suspension des vols du 737 max, l'avion le plus populaire de la flotte Boeing. Ces appareils sont cloués au sol partout dans le monde depuis mars 2019, après deux crash successifs (Lion air et Ethiopien Airlines) qui ont fait 346 morts et ont remis en cause la sûreté de l'appareil, qui a depuis été interdit de vol par la quasi-totalité des pays et des compagnies aériennes.

Un problème spécifique aux 737 max a été mis en cause, concernant un défaut sur des câblages électriques trop proches qui présenteraient un risque de court-circuit. Les enquêtes ont également mis en cause les nouveaux logiciels de vol, dénonçant le manque de formation des pilotes au maniement de ce système.

Un article de Bloomberg a terni un peu plus l'image de la compagnie en expliquant comment un changement de culture de l'entreprise, privilégiant la course au profit, a entraîné cette cascade de catastrophes.

Boeing devient un cas macro-économique plus grave qu'avait pu l'être General Motors, car il impacte directement l'indice manufacturier. Boeing représentait jusqu'à il y a encore peu, le fleuron de l'industrie américaine. Le 737 max comptabilise à lui seul 60% des revenus de Boeing. Ce qui laisse deviner combien les conséquences seraient désastreuses pour la compagnie, si l'appareil ne retrouvait pas ses autorisations de voler.

C'est une vraie catastrophe industrielle, qui a provoqué le départ du CEO et des pertes de plusieurs milliards de dollars. Au profit de son rival Airbus qui lui a battu un record de commandes en 2019.

Le possible retour en vol du 737 MAX ne signifiera pas la fin des difficultés pour Boeing. L'impact financier et psychologique de cette crise pourraient avoir des conséquences à long terme sur la position du géant américain dans l'aviation commerciale.

Ce scandale industriel laissera, en effet, une trace durable sur la réputation de l'avionneur. Il faudra du temps avant que la confiance ne revienne et des coûts colossaux (notamment le dédommagement des compagnies aériennes, en plus de tous les investissements en interne).

Le cas est tellement grave que Trump l'a évoqué lors du dernier Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Le président américain a fait part de sa "grande, grande déception" après les déboires de

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Boeing et s'est inquiété de leurs répercussions sur la santé de l'économie américaine, atout majeur du président américain dans sa campagne de réélection.

Boeing joue un rôle important dans le PIB américain. C'est le plus gros exportateur industriel des États-Unis et l'un des principaux employeurs du secteur privé. C'est sans doute la seule entreprise (à part Apple) qui, en cessant de fabriquer un seul de ses produits, peut faire autant de tort à l'économie américaine.

▪ **FRANCE : ABANDON DE LA TAXE GAFA / MACRON EN DIFFICULTÉ**

Enfin Paris a accepté de geler sa taxe Gaffa. Cette taxe censée viser les géants du numérique qui échappent à l'impôt. La réforme de la fiscalité des entreprises numériques n'est pas du goût des États-Unis. La France a fini par reculer et a cédé aux menaces de Trump. Ce qui a permis de reculer le spectre d'une guerre commerciale européenne.

La France a eu raison de mettre en suspens cette taxe qui n'aura de sens que si elle est prise à l'échelle européenne. Le gouvernement a compris qu'il est improductif d'entraîner dans la tourmente les producteurs de vin, agriculteurs, exportateurs de produits de luxe, le secteur automobile, que Trump menaçait de taxer à 25% si la taxe Gafa était appliquée. Donald Trump continue d'utiliser les tarifs douaniers comme moyen de pression pour forcer les dirigeants européens à satisfaire ses exigences. Et le moins qu'on puisse dire est que ça fonctionne.

La France a compris que ça n'était pas le moment de déstabiliser ses grands exportateurs au moment où la réforme des retraites et les grèves qu'elles ont entraîné sont venues apporter un bémol à un panorama d'une France qui redémarre.

Alors que Macron ouvre des « chantiers » nécessaires qui auraient dû être fait il y a trente ans, un climat de défiance générale s'est installé dans le pays avec cette réforme des retraites, qui plombe les ambitions économiques du président.

L'économie française apparaît pourtant moins crispée que par le passé et retrouve un peu d'agilité. Entre la baisse du chômage, le pouvoir d'achat au plus haut depuis 2007, le niveau record de créations d'entreprises etc. la France va mieux. Elle fait partie du top 5 désormais sur l'attractivité au niveau mondial. Macron apparaissant plus « business friendly » auprès des investisseurs. Le président français trace donc des perspectives et les chiffres commencent à lui donner raison.

Mais ces bonnes nouvelles ne sont pas perçues par la population, comme le montrent les tensions sociales qu'a connu le pays et la faible côte de popularité du président français. Macron ne parvient pas à capitaliser sur les bons résultats économiques. Le risque que la candidate populiste puisse émerger aux prochaines élections semble donc se confirmer.

▪ **BREXIT, IT'S DONE !**

Après 47 ans de présence au sein de l'Union Européenne, le Royaume-Uni et l'UE ont rompu officiellement le 31 janvier dernier. Le pays n'appartient plus à aucun des organismes européens et n'a plus d'influence sur aucune des décisions européennes. C'est le premier pays membre à avoir quitté ce « club ». L'UE perd ainsi l'un de ses trois piliers économiques. Le Royaume-Uni représente, en effet, 15% du PIB de l'Union Européenne.

Concrètement, pour l'instant rien ne change, le Royaume-Uni entre dans une période de transition où les règles actuelles sont maintenues jusqu'au 31 décembre 2020. D'ici là, le Royaume-Uni fait encore partie du marché commun et les Britanniques ne sentiront aucune différence.

L'Union Européenne et le Royaume-Uni disposent donc de onze mois pour négocier un accord, sachant que le Royaume-Uni pourra difficilement se passer des 440 millions de consommateurs que représente

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

le bloc européen. À ce stade il y a toujours une absence de consensus qui ne rassure pas les entreprises.

Plusieurs questions restent encore en suspens, dont celle cruciale des banques, organismes financiers et grandes multinationales.

La finance est la plus grosse industrie du pays et Londres en est sa capitale en Europe. Mais dès 2021, le pays perdra son passeport européen qui l'autorise à vendre des services financiers dans l'Union Européenne. Ce qui laisse craindre une fuite des établissements financiers vers d'autres grandes capitales européennes, ce qui serait très préjudiciable pour le pays.

La mise en place d'un Brexit a été un processus long et si aujourd'hui encore cette décision majeure ne suscite pas l'unanimité, les britanniques se disent tout de même soulagés de ne plus être dans le « fog » et d'avoir un premier ministre qui même s'il divise, inscrit une direction.

Cette période de suspens depuis le référendum, a fait perdre 2,5 points de croissance au Royaume-Uni. En cause, l'inflation provoquée par la chute de la livre sterling. Mais aussi le manque de visibilité, qui a provoqué le recul des investissements de grandes boîtes comme IBM, Siemens etc. Ce qui a érodé la confiance dans un pays qui est d'habitude très attractif pour les investisseurs étrangers. Les exportations ont également fortement reculé. Or, elles représentent 13% du PIB. Tout cela *in fine* a eu des répercussions sur les ménages britanniques. La banque d'Angleterre en a estimé le coût à 1000£ par ménage et par an.

C'est pourquoi Boris Johnson a un but clair, faire repartir d'urgence l'économie britannique. C'est un pragmatique et il n'hésitera pas à utiliser de la dette à la manière de Trump, avec qui il entretient une relation privilégiée. Il prépare d'ailleurs un plan massif d'infrastructures et encourage les baisses d'impôts.

Boris Johnson est fidèle à la tradition pro-entreprises et pro-entrepreneurs de l'Angleterre. Il souhaite encourager le libre-échange et promouvoir les investissements au Royaume-Uni, tout en augmentant les minimas sociaux pour stimuler la demande. Le premier ministre a un atout, il ressort renforcé des derniers événements. Il vient de remporter deux succès majeurs avec le dossier du Brexit et lors des dernières élections où il a récupéré la majorité à l'assemblée. Là où Theresa May avait échoué.

Quel est le modèle économique que va choisir le premier ministre britannique ? C'est la question que vont scruter les investisseurs. Boris Johnson pourrait être tenté de faire de la Grande-Bretagne le Singapour de l'Europe. Une plateforme attractive fiscalement et réglementairement pour la finance et le business, face une zone euro hyper réglementée. Une concurrence que l'Europe redoute, elle aurait beaucoup à perdre. Barnier a d'ailleurs menacé de couper toute relation commerciale avec les anglais si Londres s'engageait dans cette voie. L'avenir nous dira quelle voie le Royaume-Uni empruntera. Tout est possible de la part d'un Boris Johnson qui n'a rien à envier de l'imprévisibilité de Trump.

▪ **EUR-USD : L'EURO SOUS PRESSION**

Alors que la volatilité sur les actions s'est accrue, la volatilité sur le marché des changes enregistre de nouveaux records de faiblesse. Une conséquence logique liée aux Banques centrales accommodantes de part et d'autre. La Fed et la BCE ont maintenu leurs taux directeurs inchangés ce mois-ci et ont continué à rassurer les marchés sur la stabilité des taux. Christine Lagarde, patronne de la BCE, a laissé entendre une nouvelle fois qu'elle allait s'inscrire dans les pas de son prédécesseur Mario Draghi, avec une politique monétaire très accommodante. Une position qui a maintenu la pression sur la devise européenne.

Le coronavirus en Chine relance l'aversion au risque et valorise à nouveau les valeurs refuges. La crainte de voir l'épidémie s'étendre dans le monde entier et peser sur les échanges commerciaux favorise le repli sur les actifs jugés les plus sûrs. Les risques de pandémie entraînent donc le marché

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

à préférer le Dollar. Considéré traditionnellement comme une valeur refuge, le billet vert a généralement tendance à s'apprécier en période d'incertitudes.

La paire eur-usd continue de perdre du terrain et a finalement cassé le seuil psychologique de 1.10, avec un creux à 1.098. En cause également, des indicateurs européens en demi-teinte. Alors que l'économie américaine continue de montrer des signes de vitalité (avec des statistiques plus solides que prévues), qui placent le dollar dans une position de force. Ce qui pèse mécaniquement sur la paire euro-dollar.

▪ **PÉTROLE : CORONAVIRUS/ IRAN /LIBYE**

Le secteur de l'énergie a été de loin le plus touché. Force est de constater que le premier mois de l'année fut rude pour les marchés pétroliers. En un mois, suite à la crise du coronavirus en Chine, le pétrole est passé d'un marché haussier à un marché baissier.

Le baril de BRENT a cédé 12% au mois de janvier, clôturant le mois à 54 dollars. Tandis que le baril WTI américain a plongé de près de 16%, basculant sous les 50 dollars. Le marché redoute des conséquences sur la consommation de pétrole en Chine.

Le pétrole lutte entre plusieurs feux. D'un côté des contraintes sur l'offre avec en particulier la Libye où une partie de l'activité est arrêtée et qui aurait dû pousser les prix à la hausse. De l'autre, le coronavirus qui fait craindre un ralentissement chinois et qui crée une inquiétude sur la consommation de pétrole.

Mais c'est la Chine qui domine les échanges actuellement. Les prix du pétrole ont été extrêmement vulnérables au virus chinois. Plus l'épidémie se propage, plus l'impact économique potentiel et l'impact sur la consommation de pétrole sont importants.

La Chine est le deuxième consommateur mondial de brut. Le pays joue donc un rôle crucial dans l'équilibre d'un marché déjà fragilisé par une offre très abondante, depuis l'essor du pétrole de schiste américain.

Il est encore prématuré, à ce stade, de savoir si la peur est justifiée et comment ce virus va réellement affecter la demande en pétrole.

Tout cela rend l'Opep passablement "nerveux". Les perspectives d'une baisse de la demande surviennent au moment où le cartel lutte pour soutenir des prix du baril déjà fragilisés par l'offre pléthorique de brut, dans un contexte de croissance mondiale qui ralentit.

L'Opep discuterait de la réponse à apporter et évoquerait l'idée d'avancer la réunion à fin février (au lieu de juin). Mais une réunion « exceptionnelle » pourrait avoir l'effet inverse qu'escompté et envoyer un signal de "panique" au marché.

Dans cet environnement, les tensions géopolitiques sont reléguées au second plan. Les perturbations de l'offre en Libye ne sont plus au centre des préoccupations des opérateurs. Alors que la production libyenne a chuté de 75% en raison du blocage des principaux terminaux pétroliers du pays.

Même l'escalade redoutée sur le front géopolitique, après l'assassinat du général iranien Soleimani (ordonné par Trump), n'aura finalement pas mis le feu aux poudres. Le niveau d'inquiétude a été finalement maîtrisé par les marchés. Pourtant l'exécution du général qui gérait l'influence iranienne au moyen-orient aurait pu conduire à une crise sérieuse.

Mais Trump a été particulièrement habile sur ce dossier. Par crainte d'une guerre avec l'Iran, qui pourrait créer un embrasement du moyen-orient, la chambre des représentants américaine (à majorité démocrate) s'était saisie de la question en votant une résolution interdisant à Donald Trump d'engager une guerre frontale avec l'Iran. Ce qui avait provoqué le courroux du président américain.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Mais en frappant Soleimani à l'extérieur de l'Iran il contrecarre cette résolution. Sa stratégie est bien déployée, car la décision est dans le camp de l'Iran désormais. Eux seuls peuvent prendre la responsabilité d'entrer en guerre. Ce qui ouvrirait le droit à Trump de répliquer en toute légitimité, en invoquant la légitime défense pour protéger les États-Unis.

Mais pour l'instant l'Iran ne peut se contenter qu'une guerre des mots. Téhéran aurait du mal à faire le poids face aux États-Unis et serait bien en peine de mobiliser les ressources économiques et militaires nécessaires pour s'engager dans un effort de guerre, dépassant le stade des attaques régionales. Ce serait un suicide économique pour le pays.

▪ **GOLD : PROCHE DES 1600 \$**

Le métal jaune a progressé de près de 5% en janvier, après avoir gagné +19% en 2019 ! L'or continue d'être recherché pour son caractère refuge et évolue à 1580\$. La hausse des tensions géopolitiques avec l'Iran, les incertitudes liées au coronavirus et le maintien de politiques monétaires accommodantes, sont le cocktail actuel qui maintient les prix de l'or à la hausse.

L'environnement de taux d'intérêt très faibles constitue toujours un facteur de soutien des cours de l'or. Habituellement, lorsque la peur gagne du terrain sur les marchés, les investisseurs se précipitent sur les obligations d'État. Mais les taux négatifs ont totalement changé la donne. Leur détention devient même une charge pour les investisseurs, qui dans ce contexte, préfèrent détenir de l'or.

En parallèle, l'appétit des Banques centrales pour l'or ne se dément pas, les cours restent soutenus par des achats massifs et réguliers de métal fin, notamment dans les pays cherchant à s'affranchir de la domination du dollar, comme l'Inde, la Chine, la Turquie et la Russie.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

CONCLUSION

L'actualité sanitaire a largement éclipsé le reste de l'actualité économique du mois. Le coronavirus est la nouvelle inconnue à intégrer dans l'équation de 2020. Il est difficile d'évaluer les potentielles répercussions économiques de cette épidémie. Cela dépendra de la sévérité, de la propagation et de sa durée. Mais le fait que ce virus soit apparu en Chine, un pays dont la contribution au PIB mondial est colossale a participé à attiser les craintes. Les consommateurs chinois sont désormais incontournables pour les industries du luxe, de l'automobile etc. sans compter l'imbrication de grands groupes dans les chaînes de production. Le coronavirus touche « l'usine mondiale » et par effet cascade toutes les entreprises qui y produisent les produits vendus dans le monde.

Pour autant, les investisseurs préfèrent réévaluer ce risque au jour le jour. En quête de repères, ils se réfèrent aux conséquences sur les marchés des précédents virus comme le SRAS. Et les conclusions sont sans appel : à chaque fois, la chute a été suivie d'un fort rebond des bourses.

On ne sait pas encore si les craintes qui se sont exprimées sur les marchés étaient justifiées, mais depuis quelques jours elles se sont calmées. Il y a des raisons de croire que l'impact de ce virus sera moindre que celui du SRAS. Les autorités chinoises ayant pris cette fois des mesures rapides et très actives. La Banque centrale chinoise a frappé un grand coup. Elle a annoncé une injection massive de liquidités dans l'économie. Les autorités chinoises dans la foulée ont décidé de baisser de moitié les droits de douane sur environ 75 milliards de dollars de produits américains. Des mesures qui aideront à absorber la crise du coronavirus.

Pékin déploie les grands moyens pour rétablir la confiance et faire en sorte que l'impact de l'épidémie soit de court terme et n'affecte pas la tendance à long terme.

Même si les investisseurs sont désarmés face à ce genre de risque imprévisible, la rapidité de la propagation du coronavirus n'a pas provoqué de réel mouvement de panique, que ce soit sur les marchés de taux ou sur les actions.

En sous-jacent, toujours cette conviction qu'ont les investisseurs d'un soutien indéfectible des Banques centrales. Ils restent convaincus que plus l'impact du virus sera important macro- économiquement, plus la réponse des gouvernements et Banques centrales sera en face importante. Cette même croyance qui a permis aux marchés ces derniers mois d'encaisser, sans paniquer, le ralentissement de l'économie mondiale, la guerre commerciale, les tensions au moyen-orient ou encore le Brexit.

L'équipe d'analyse économique
Hets-Capital

Ce document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E